

# Le fichier « VAT » ouvert à tous les vents

Dans un entretien accordé au journal « Le Monde » du 17 septembre 1987, le ministre délégué chargé de la Sécurité, M. Robert Pandraud, a déclaré qu'il avait donné, aux polices urbaines et à la gendarmerie, l'accès au fichier antiterroriste. Au journaliste qui lui demandait si cela avait été fait avec l'accord de la CNIL\*, le ministre répondait : « *En tout cas, avec le plein accord de l'opinion ! Et la saisine de la CNIL. En la matière, je ne fais pas de juridisme* ».

Le fichier informatisé antiterroriste ou « Violence-Attentats-Terrorisme » (VAT) a été créé en 1982 à la suite d'une série d'attentats terroristes perpétrés à Paris cette année-là. Ce fichier dépend de la Direction générale des renseignements généraux ; il a été examiné, en novembre 1982, par la CNIL qui a précisé dans quelles conditions il pourrait être mis en œuvre. La délibération de la commission précisait, entre autre, que l'accès à ce fichier devait être limité à des fonctionnaires habilités (250 personnes) membres des RG, de la DST, de la PJ, de la DGSE et de la police de l'air et des frontières. Elle exprimait également le souhait que le décret réglementant le traitement soit publié au *Journal Officiel*.

Il est à noter que jusqu'à présent, aucun décret de création du fichier VAT n'a été publié. Par sa décision d'ouvrir l'accès de ce fichier aux polices urbaines et à la gendarmerie, M. Pandraud bafoue ouvertement la CNIL et remet en cause l'Etat de droit. En effet, la CNIL doit être saisie avant toute modification d'un traitement et non après ; un décret doit être pris quand il s'agit d'un fichier public. Un ministre, chargé de faire appliquer la loi, ne devrait pas pouvoir la violer au nom d'une « opinion » soit-disant favorable. Ce n'est pas faire du « juridisme » que de respecter ce qui fait le fondement même de l'Etat de droit.

A partir de là on peut également se poser la question de savoir quelles garanties auront désormais les citoyens de ce pays quant à l'usage qui pourrait être fait des autres grands fichiers détenus par la police ou la gendarmerie : Carte Nationale d'identité, fichier des personnes recherchées, ...

Le CIII a pour sa part, déposé une plainte\* auprès de la CNIL pour violation de la loi du 6 janvier 1978 relative à l'« informatique, aux fichiers et aux libertés ». La CNIL a le pouvoir de dénoncer au parquet « les infractions dont elle a connaissance ». Le fera-t-elle dans ce cas ?

JEAN-PIERRE DEMO

\* Commission nationale de l'informatique et des libertés.

\* Voir en page 29.

